

Interview

«Le bloc bourgeois n'a pas disparu, ce qui est affaibli est le projet politique spécifiquement macroniste»

Un article de Libération du 3 juillet 2024

Pour l'économiste Bruno Amable, ces élections législatives anticipées ne signent pas la fin du projet politique porté par Macron. Celui-ci se fera en reformant l'alliance du centre gauche au centre droit.



Emmanuel Macron et son épouse Brigitte Macron sur la plage lors d'un meeting aérien au Touquet-Paris-Plage, le 29 juin. (Ludovic Marin/AFP)

par [Adrien Naselli](#)

publié le 3 juillet 2024 à 7h45

Après les législatives de 2022, dans le livre d'entretiens *Où va le bloc bourgeois ?* (La Dispute), l'éditrice Marina Simonin demandait à Bruno Amable et à son comparse Stefano

Palombarini si [Macron pouvait dissoudre l'Assemblée](#). «*Si jamais il se retrouvait bloqué pour de vrai, la dissolution ne tarderait pas*», présageaient-ils. Ce livre faisait suite à leur ouvrage *L'Illusion du bloc bourgeois* (Raisons d'agir, 2017), dans lequel les deux économistes calculaient que la base électorale d'Emmanuel Macron, [«le bloc bourgeois, dont le cœur est composé des classes moyennes et supérieures à haut niveau d'éducation»](#), n'était pas suffisamment large et qu'il lui faudrait trouver des alliés. Entre [l'explosion de la droite LR](#), le succès du RN et l'alliance des gauches, le macronisme est-il terminé, ou est-il simplement en transformation ?

Comment analysez-vous les négociations pour le second tour des législatives ?

Les macronistes qui ne se désistent pas sont plutôt ceux qui viennent de la droite. Ce sont ceux qui restent sur le soi-disant [«front républicain» contre LFI](#). Ils ont dans l'idée qu'il faut continuer à ancrer le bloc bourgeois à droite. Ceux qui se désistent préfèrent un bloc bourgeois recentré. La crédibilité de leur parcours passé et à venir impose d'empêcher au maximum que le RN arrive au pouvoir.

Le «bloc bourgeois» est-il affaibli ?

Le projet politique du bloc bourgeois n'a pas disparu, et il n'est pas certain que le bloc bourgeois comme alliance sociale soit si affaibli que cela. D'autres que Macron espèrent toujours reformer l'alliance du centre gauche au centre droit, et faire du macronisme sans Macron. Ce qui est affaibli est le projet politique spécifiquement macroniste. Certains groupes sociaux du bloc bourgeois se sont peut-être détachés de Macron alors que cela n'avait pas été le cas au cours des sept années précédentes, [malgré toutes les atteintes aux libertés publiques](#). La dissolution a peut-être été le coup de trop. Mais je note que les candidats macronistes ont recueilli plus de voix qu'en 2022.

Billet

Edouard Philippe et Bruno Le Maire creusent la tombe du front républicain

[Politique](#)

1er juil. 2024abonnés

Parallèlement, comme on l'a vu avec leurs bons résultats aux élections, une autre stratégie se déploie : la droite identitaire et nationaliste. C'est un projet politique qui poursuit la transformation néolibérale du modèle socio-économique français en s'appuyant malgré tout sur des groupes sociaux populaires, à la différence du bloc bourgeois historique.

Comment le «bloc bourgeois» va-t-il se recomposer ?

Je rappelle qu'il s'agit d'un bloc social et non d'une alliance de partis. Le problème du bloc bourgeois est sa faiblesse numérique. Pour rester dominant, il doit s'élargir. Macron l'a fait en direction des groupes sociaux du bloc de droite traditionnel, ce qui est logique compte tenu de son projet néolibéral. Les projets politiques plus à gauche qui, explicitement ou non, s'appuient sur le bloc bourgeois - Raphaël Glucksmann, François Hollande, Carole Delga et consorts - adhèrent également, au moins en partie, aux principes du néolibéralisme. Ils buteront sur l'impossibilité de mener à bien une politique néolibérale en s'appuyant sur des groupes sociaux qui ont des attentes de gauche, concernant les services publics notamment.

Le problème de la gauche d'accompagnement est qu'elle est un projet historiquement terminé, mais qu'elle refuse de subir la domination de la gauche de rupture. Elle se tient prête à rejoindre le projet d'alliance sociale correspondant au bloc bourgeois. La détestation surjouée de LFI et de Jean-Luc Mélenchon, avec [les accusations d'antisémitisme](#), visent à empêcher le projet politique d'une gauche de rupture.

Et les nombreux nouveaux électeurs RN, que cherchent-ils ?

Parmi eux, on a des gens qui refusaient la réforme des retraites, qui sont pour le rétablissement de l'ISF, mais qui vont malgré tout voter pour [un parti qui ne leur promet pas cela](#). Voter pour se différencier au maximum de ceux qui sont supposés vivre des allocations apparaît à une partie de ces électeurs comme la seule possibilité de se défendre dans une situation qu'ils perçoivent comme se dégradant. Ils ne croient pas aux alternatives économiques, ni à un autre modèle de société.

La domination idéologique du néolibéralisme est en déclin, mais il n'y a pour l'instant aucun paradigme alternatif en mesure de devenir dominant. Cela renforce le découragement de groupes sociaux dont la situation se dégrade et cela alimente probablement l'abstention chez les groupes sociaux populaires, et même peut-être chez certains autres plus aisés.

Dans quelle mesure le vote massif pour le RN est-il un vote anti «bloc bourgeois» ?

La composante populaire du vote RN est bien documentée par certains travaux sociologiques. La gauche leur apparaît comme le camp des donneurs de leçons diplômés. Mais vous avez aussi une composante bourgeoise, aisée, qui vote RN. Dans le Sud, notamment, des patrons de PME relativement à l'aise financièrement votent pour l'extrême droite depuis longtemps.

